

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p. 1 : L'édito / **p. 2 : International** : *La liberté des femmes dans le monde* / **p. 3 à 5 : Place au débat** : *Combat laïque - Combat social* / **p. 6 et 7 : Actualité sociale** : *Initiative Services publics du 23 juin / Victoire à l'hôpital du Rouvray* / **p.8 : Coup de gueule** : *La Sécu, le déremboursement et nos vieux*

L'ÉDITO

Nous avons affaire, avec Macron et ses affidés, à une nouvelle génération d'adversaires.

Méprisants, sans considération aucune pour les salariés des classes populaires comme des classes moyennes, ils sont déterminés à agir par n'importe quel moyen et, si nécessaire en brûlant toute l'histoire sur son passage, pour détruire les solidarités héritées de 150 ans de luttes ouvrières.

Ils s'acharnent à cimenter leur société du « chacun pour soi », où –le croient-ils vraiment?- seuls ceux qui méritent de gagner –et pour cela tous les coups sont permis- méritent aussi une place au soleil.

C'est à une forme de tatchérisme relooké que nous avons affaire.

Le conflit consécutif à la « réforme » cassant le service public de transport ferroviaire en est un exemple éclairant. Les cheminots mènent, avec une persévérance peu commune et dans une forme d'unité syndicale qu'il faut saluer, une grève perlée depuis bientôt 3 mois. Malgré la présentation de médias complices, on constate que le mouvement tient. Et qu'il est étonnamment peu décrié par les usagers, sans doute un peu conscients de l'enjeu du combat mené par les agents de la SNCF.

Pourtant le gouvernement va jusqu'au bout de ce qu'il s'était fixé dans cette 1^{ère} étape. Chacun voit bien qu'au-delà, le terme est la privatisation. Peu importe les exemples des chemins de fer britanniques et allemands, peu importe que ces privatisations y aient été un cuisant échec, peu importe que, devant la catastrophe, les usagers réclament l'intervention du Public ! Il s'agit d'un choix dogmatique libéral. Le but est de permettre au privé d'occuper un marché, puis de satisfaire les

exigences des actionnaires, pas de répondre à un besoin d'intérêt général.

D'autres mouvements sociaux coexistent avec celui des cheminots, même s'ils ne font pas le 20h.

Le malaise dans les EHPAD est persistant. Des personnels y sont en grève, d'autres crient leur frustration de pratiquer ce qu'ils appellent de la maltraitance sous le regard indifférent de Mme Buzyn. A Paris, où 63% des résidents des EHPAD du Centre d'action sociale de la ville sont pris en charge par l'aide sociale, la Maire, Anne Hidalgo, a bien raison de s'inquiéter, dans une lettre à la ministre de la santé, de la réforme en cours qui organise le glissement des financements du public et de l'associatif vers les maisons de retraite privées à but lucratif.

Mais il n'y a pas que des perdants dans les choix économiques macroniens.

Tandis que la grande pauvreté s'installe et se pérennise pour de nombreuses familles, tandis que, selon l'INSEE, le niveau de vie médian en 2015 est inférieur à celui de 2008, tandis que le « patrimoine » moyen baisse de plus de 30% pour les 10% de ménages les moins favorisés, celui des 10% les mieux dotés augmente de 113% !

La France est à la 1^{ère} place européenne pour la redistribution des dividendes aux actionnaires. Le taux de redistribution pour les entreprises du CAC40 est passé, en un peu plus de 15 ans, de 33 à 50%, tandis que le salaire moyen n'augmentait que de 14%... performance que n'atteint même pas le pouvoir d'achat.

(Suite page 2)

L'EDITO *(suite)*

Notons les dernières augmentations : frais bancaires +13%, carburant +12%, assurances +3 à +5%, timbres +10%, gaz +7%, forfait hospitalier +15%, CSG +21%, électricité +17%, fioul domestique +36%. Et pour le SMIC +1,2%...

On peut comprendre que, dans ce contexte, la désespérance des Français se mue en apathie. C'est d'ailleurs ce qui fait la force du président et de son gouvernement. Rien ne le fera reculer en dehors d'une action concertée.

La « marée populaire » du 26 mai était une première tentative unitaire. Il faut la saluer comme telle. On peut juger que sa réussite n'était pas totale. Le verre est toujours à moitié plein ou à moitié vide. Il faut cependant savoir reconnaître que là est le chemin. A RESO, nous voulons en tirer la leçon que cette démarche de recherche d'union doit être poursuivie sans relâche. Il faut que chacun se mette en responsabilité de chercher à l'amplifier : Union syndicale d'abord, bien sûr, mais également recherche politique de convergences permettant de redonner un espoir à nos concitoyens.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE

La liberté des femmes dans le monde, un combat de tous les instants

Par Christian BARON

Scènes de liesse en Argentine. Non, Messi n'a pas marqué un but lors du premier match de la sélection argentine à la coupe du monde de football. Ces scènes traduisent plus simplement la joie des femmes argentines après le vote par le parlement d'une loi légalisant l'avortement. Bien sûr, avorter n'est pas une chose facile et c'est souvent traumatisant pour la femme qui s'y résout. Mais, derrière le droit à l'avortement, c'est la reconnaissance pour les femmes du droit de disposer de leur corps et de ne plus être de simples machines à produire des bébés, rôle auquel voudraient les assigner les religieux de toutes tendances. D'autant que, bien souvent, l'interdiction ou la restriction du droit à l'avortement va de pair avec une limitation des moyens de contraception.

Alors, oui, on peut comprendre la joie de ces femmes, comme celles des irlandaises après le référendum gagné sur le même sujet. Tout en n'oubliant pas que ce droit est remis en question ailleurs comme dans certains états des USA ou en Pologne. La liberté des femmes dans le monde, qui devrait être un droit fondamental, est un combat de tous les instants. Comme celui de ces femmes iraniennes qui, parfois au péril de leur vie, osent lutter contre le port du voile ou de ces femmes indiennes qui luttent pour faire cesser la pratique barbare des condamnations à mort pour les femmes violées. Ou encore,



comme ces femmes africaines qui s'opposent à l'excision, avec succès, d'ailleurs, puisque celle-ci ne cesse de reculer.

On comprend mieux pourquoi Simone Veil – celle qui a légalisé l'avortement en France –, dont les cendres vont bientôt entrer au Panthéon, est restée jusqu'à sa mort une femme populaire, y compris à gauche, alors même que son parcours politique a toujours été de droite et européiste. Pourtant, même en France, certains cherchent à remettre ce droit en question, en militant pour la fermeture de centres IVG, quand ceux-ci ne sont pas touchés par des restrictions budgétaires. Alors qu'il semble loin le temps où les féministes, à l'image de Gisèle Halimi, défilaient dans les rues pour protester contre les condamnations de sages-femmes ou de médecins qui pratiquaient des avortements clandestins, ces remises en cause doivent nous faire prendre conscience qu'un droit n'est jamais acquis, que l'obscurantisme existe toujours dans le monde, propagé par des fanatiques qui cherchent à étendre leur domination à l'ensemble de la société.

La soumission des femmes, que ce soit à travers le droit à l'avortement ou le port du voile, n'est pas qu'une affaire de femmes. Cela nous concerne tous. Là où les femmes ne sont pas libres, la société est sclérosée.



Combat laïque Combat social

Fédérer le peuple

Par le collectif des Emancipé-e-s

Présentation des Emancipé-e-s

En décembre 2017, paraissait dans *L'Humanité* et *Marianne* un appel à « lier le combat laïque et le combat social » : en quelques semaines, il parvenait à récolter plus de 1.500 signatures de député.e.s, d'élu.e.s de gauche, mais également de personnalités du monde de la culture, d'intellectuel.le.s, de militant.e.s et de sympathisant.e.s de gauche. Parmi les instigateurs.trices et rédacteurs.trices de cet appel, nous sommes une majorité à avoir décidé, quelques mois plus tard, de fonder l'association Les Emancipé.e.s.

Le sens de cette première intervention était, au fond, assez simple : il s'agissait de rappeler le lien historique et politique profond entre les combats émancipateurs de la gauche et l'exigence de laïcité. Toutes les religions portent peu ou prou un principe de hiérarchisation entre leurs adeptes et le reste des humains, entre croyants et non-croyants, et le plus souvent aussi entre hommes et femmes. Pour défendre l'égalité dans toutes ses dimensions, il convient donc que les convictions religieuses de chacun.e soient reléguées dans la sphère privée. Le regain contemporain des projets théologico-politiques, en particulier de l'islamisme, qui menacent les libertés de toutes et toutes, rendent cette exigence d'autant plus importante. Plus que jamais, les clarifications sont nécessaires au sein de la gauche afin qu'aucune de ses composantes n'apporte un quelconque soutien, même indirect ou inconscient, à ces projets rétrogrades et anti-sociaux. En ces matières, on le sait, qui ne dit mot consent : c'est pourquoi nous refusons de nous taire.

Nous interprétons l'écho rencontré par notre appel comme un signe que les questions soulevées rencontrent les préoccupations d'un certain nombre de militant.e.s de gauche ; nous en tirons la conclusion qu'il est de notre devoir d'approfondir la réflexion collective sur ces questions et de continuer à porter largement la nécessité idéologique de ne jamais séparer le combat social, mais également antiraciste et féministe, du combat laïque. Dans cette perspective, nous appelons désormais les militant.e.s qui se retrouvent dans ces valeurs fondamentales à nous rejoindre. A court terme, nous avons déjà lancé un cycle de conférences autour de l'universalisme, ou se croisent témoignages sur la situation concrète des militants de la gauche laïque dans le monde, et réflexions plus théoriques sur les fondements de notre identité politique commune. A moyen terme, nous ambitionnons d'être en mesure d'intervenir dans l'actualité politique en réagissant publiquement aux événements chaque fois que ce sera possible.

Il est essentiel, dans cette période de doute et de trouble pour le camp qui est le nôtre, de faire entendre à toutes et tous le point de vue d'une gauche fière des valeurs qui l'accompagnent depuis sa naissance, sous la Révolution française. Loin de baisser pavillon devant la montée des nationalismes, devant l'offensive néo-libérale plus agressive que jamais contre les droits sociaux et les acquis des salarié.e.s, devant la tentation du repli sur soi, nous devons réaffirmer la nécessité d'une perspective d'émancipation collective.

La gauche dans toutes ses composantes ne peut espérer se reconstruire sur la base de valeurs qui ne sont pas les siennes, ou dans des alliances douteuses avec des forces politiques qui lui sont viscéralement hostiles. Nous ne sommes lié.e.s à aucun parti ni à aucune organisation en particulier : nous cherchons à provoquer une prise de conscience collective dont la nécessité se fait sentir un peu plus chaque jour.

Féminisme et laïcité

Le paysage politique dérive face à la résurgence des partis d'extrême droite qui s'emparent de la question laïque à des fins xénophobes et nationalistes en prêchant la haine et la division des citoyens. Dans le monde, la crise du modèle libéral renforce cette tendance. Les forces progressistes abandonnent le référentiel laïque face aux accusations d'athéisme, de racisme, ou de colonialisme des groupes communautaristes, relais des Islamistes. C'est dans ce contexte que les féministes laïques s'insurgent pour contrer la menace et la violence des intégrismes religieux et des pouvoirs politico-religieux.

Aucune religion ne prône l'égalité sociale, juridique et politique des femmes. Les religions ont toujours sacralisé des traditions de domination masculine en maintenant les femmes dans l'unique rôle social d'épouse, de mère, de gardienne des « valeurs ».

Mais de quelles valeurs nous parle-t-on ? Celles de l'identité, du sacré, de la pudeur, de l'ordre patriarcal traditionnel ? Si les fondamentalismes religieux nous font croire qu'ils s'opposent les uns aux autres, ils sont unanimes concernant : **l'idéologisation de la religion** qui ne supporte aucune critique ; **l'émancipation des femmes** qu'ils considèrent comme la cause de tous les fléaux. L'un n'allant pas sans l'autre, Ces fondamentalistes, qui disent lutter contre l'Impérialisme décadent, visent à asservir l'autre à soi. Néoconservateurs fondamentalement anti-laïque et anti-républicain, ils ne cessent de remettre en cause les droits des femmes et les conquits arrachés de haute lutte depuis un demi-siècle par les féministes : droit à l'éducation, libération sexuelle des femmes, accès à la contraception et l'avortement, orientation sexuelle, la vie publique et politique. Dans tous les pays, ils annihilent les évolutions sociétales et mutilent tout passage à la modernité.

Leur souhait est de reconquérir un pouvoir politique et un imperium absolu où la religiosité archaïque et réactionnaire, voire fascisante relève bien d'une volonté politique où patriarcat politique et pater familias règnent en maître.

En matière de droits des femmes, nous assistons à la priorisation des luttes compatibles avec le néolibéralisme. Les menaces sont aggravées par l'intensification des politiques publiques d'austérité, qu'elles soient nationales ou internationales, qui assomment les citoyennes et creusent les inégalités.

Aujourd'hui, se limiter à défendre la laïcité uniquement sur la base de la séparation du politique et du religieux, de la liberté de conscience ne suffit pas. Il faut impérativement lier le combat laïque au combat social, dans lequel s'inscrit le féminisme, pour obtenir l'égalité des sexes.

Nous devons prendre conscience de la survivance de cette emprise religieuse tant au niveau politique, social mais surtout sociétal. La laïcité est notre rempart, loi du consensus – à l'heure où nous parlons d'accommodement raisonnable, elle est, en soi un « accommodement raisonnable » comme le rappelle très souvent Chalha CHAFIK : elle permet aux libertés de continuer à exister. La laïcité soutient les libertés, l'égalité et s'articule avec le combat social (contre le racisme, le sexisme, pour l'égalité entre les sexes). Ce cloisonnement des combats défendu au niveau des politiques et des acteurs de terrain ne sert que les intérêts communs du néolibéralisme et des mouvements politico-religieux. Or si nous ne faisons pas le lien entre le combat laïque et le combat social, la DEMOCRATIE ne pourra pas se construire sur des fondements d'égalité et de l'émancipation. Si nous ne travaillons pas sur l'autonomie individuelle et collective, sur l'Universalité des Droits nous pouvons être sûr de perdre notre combat laïque.

L'islamisme : un fascisme contemporain

L'islam politique, plus communément désigné par islamisme, est une conception d'essence religieuse de la cité et de sa gestion. Elle porte une vision totalitaire du passé, du présent et du futur de toute société humaine. Elle postule la divinité de la source du droit et ne concède à la communauté des musulmans (La Oumma) que l'interprétation et l'adaptation d'un corpus fixé, une bonne fois pour toute par la révélation (le Coran), la prophétie (la Sunna) et la tradition des compagnons du prophète. Elle proclame que la souveraineté est le propre exclusif de Dieu, et n'investit la Oumma que de l'exercice d'une gouvernance soumise au dogme. Elle aménage un statut de "protégés" (dans leurs biens et leurs personnes) aux "gens

du livre” (Chrétiens et Juifs) ; mais, contre paiement d’impôts spécifiques et leur exclusion du devoir du port des armes. Les Païens, Animistes et Athées sont pour leur part une composante inenvisageable de la cité. Enfin, cette conception construit une perception duale du monde qu’elle divise en un espace de paix (Dar Essilm/Dar El Islam) et en un espace de conflictualité, d’altérité, ou de guerre (Dar El Harb) voué à être islamisé avant la “fin des temps”.

L’islamisme s’appuie sur les interprétations les plus rigoristes du dogme musulman. Lesquelles interprétations ont été, sur les 14 siècles d’Islam, en concurrence avec d’autres lectures plus rationnelles, qui mériteraient le qualificatif de lumières, et qui ont été, tour à tour, disqualifiées. C’est aussi ce sort qui est réservé à tout passé antéislamique et toute perspective humaniste, démocratique et progressiste. L’islamisme est donc un projet politique qui fonde, ou refonde, une société nouvelle “purifiée” de la “mécréance” ou de la “déviance”.

L’islamisme est un mouvement politique contemporain. Dans sa composante historique principale, que sont les Frères-musulmans, il naît en rejet de l’abolition du Califat (Ottoman) proclamé par Mustapha Ata Turc en 1923. Il se pose dès sa naissance comme une négation radicale des mouvements nationaux qui, eux, ambitionnent des libérations nationales qui s’approprient la philosophie des lumières née en Europe et aux Amériques. Ces Nations en devenir, préfigurées par les tracées coloniales, sont dénoncées comme une acceptation du dépeçage de “Dar el Islam” et une trahison de la “Oumma”.

Un instrument contre le progrès

Depuis son avènement, l’islamisme s’est assumé dans deux configurations principales. Soit comme une force d’appui aux pouvoirs autocratiques et conservateurs dans les sociétés dominées par les structures tribales. Soit comme une opposition réactionnaire aux pouvoirs bureaucratiques qui, dans le contexte de la guerre froide, se sont accaparés des mouvements de libérations nationales. Ce potentiel réactionnaire, conservateur, fasciste même de l’islamisme n’a pas échappé aux puissances impérialistes qui, dès le début, ont travaillé à son instrumentalisation au service de leurs dominations.

C’est à la lumière de tout ce qui précède qu’il devient possible de lire, loin de toutes illusions et avec une certaine cohérence, les événements qui se succèdent depuis 1979. De la liquidation de la gauche et des libéraux Iraniens, à l’avènement de l’arme de destruction massive Daech. De l’encadrement des Talibans par la CIA, les guerres civiles au Soudan, en Algérie, en Egypte, aux récents attentats en Europe. L’Islamisme se dévoile comme un redoutable ennemi de la modernité et un terrible vecteur d’obscurantisme et de régression. Une idéologie communautariste d’essence religieuse, misogyne, homophobe, liberticide, obscurantiste qui en toutes situations sert en dernier ressort les desseins et les intérêts des forces mondiales les plus belliqueuses et les plus anti sociales. Un fascisme qui tarde à être clairement identifié.

La bataille de France

Clairement, l’islamisme est engagé dans la mère des batailles à ses yeux : la bataille de France. Celle qui lui permettrait de défaire la Laïcité : son antinomie absolue, le modèle universel de pacification et de désaliénation de l’espace public. Son ambition est de parvenir à fracturer la société qui s’est le plus radicalement libéré des emprises cléricales. S’il y parvient, il replongerait le monde dans un temps où les confessions faisaient les espaces. Curieusement, nous retrouvons là une déclinaison de la théorie du “choc des civilisations”. Dans cette entreprise, où il joue le rôle de bélier de tous les cléricatismes, il se croit fort de sa pénétration des banlieues. Des espaces dont la configuration actuelle, héritée des trente glorieuses, se prête à l’apparition de replis identitaires qui sans efforts excessifs peuvent tomber sous influence islamiste.

Trop de facteurs favorisent ce calcul. Ghettoïsation de plus en plus accentuée par un désengagement grandissant de l’Etat. Persistance au sein de la République de manifestations de la mentalité coloniale héritée de l’ambition impériale et qui bat en brèche le caractère universel de la citoyenneté. Les brèches où l’islamisme peut s’engouffrer sont bien réelles. Il ne sert à rien de les ignorer. Bien au contraire, il est impératif de les identifier et d’y apporter les réponses les plus ambitieuses et qui tendent à l’émancipation de tous.

ACTUALITE SOCIALE

VILLAGE DES SERVICES PUBLICS

**SAMEDI 23 JUIN A PARTIR DE 12H
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE / PARIS**

En convergence avec la coordination nationale des hôpitaux et maternité de proximité

12h Pique-nique citoyen

13h Conférence de presse

14h Ouverture du village

**des services publics en
musique avec la chorale
de Paris / Expressions citoyennes**

A FORCE DE TOUT PRIVATISER, NOUS SERONS PRIVÉS DE TOUT !

**15h Deux Scénettes
sur l'hôpital public
et la sécurité sociale**

16h Prise de parole et musique



**À FORCE DE TOUT PRIVATISER,
NOUS SERONS PRIVÉS DE TOUT !**

POUR NOS SERVICES PUBLICS

CONVERGEONS PLACE DE LA REPUBLIQUE LE 23 JUIN A PARTIR DE 12H !

La Convergence nationale de défense et de développement des services publics appelle à converger avec l'initiative de la Coordination nationale des hôpitaux et maternité de proximité le samedi 23 juin 2018, place de la République à Paris. Nous souhaitons en faire un après-midi de rencontre avec les citoyennes et citoyens pour échanger sur les propositions de développement des services publics et sur les luttes menées : scénettes, prise de paroles, mise à disposition de documents, signatures de pétitions, questionnaires... un moment à la fois revendicatif, démocratique et festif.

Nous avons des propositions et des exigences en matière de services publics : mettons les sur la place publique, place de la République !

Une conférence de presse se tiendra à 13H00 réunissant des collectifs d'usagers- personnels élus et des représentants d'organisations syndicales, associatives et politiques afin de faire état des différentes luttes et initiatives en cours (questionnaire de la convergence, pétition de la coordination, appel « la Fonction Publique : une idée d'avenir » d'Anicet Le Pors et Gérard Aschiéri, débats dans les territoires ...).

Car aujourd'hui c'est l'ensemble du service public et de nos solidarités locales et nationales qui est attaqué. De nombreuses mobilisations existent qu'elles soient syndicales ou citoyennes. Il s'agit pour nous de faire se rencontrer et converger leurs acteurs. Que ces mobilisations aient réussi à s'imposer dans le paysage médiatique comme la lutte exemplaires des cheminots, d'Air-France, de l'énergie... ou qu'elles peinent à percer la fenêtre du 20H00 alors que localement la presse régionale s'en fait fortement l'écho (hôpitaux, maternité, centres IVG, Poste, barrages hydraulique, remunicipalisation de l'eau, exigence d'un service public du logement, orientation et formation professionnelle, éducation...). Il nous faut également les confronter aux regards et réflexions avisés de nos concitoyens, la place de la République nous semble un bon lieu pour commencer cela.

Nous pensons, en effet, que les citoyennes, les citoyens et les personnels doivent pouvoir participer au processus de décision des services publics et à leur gestion, à chaque niveau.

ACTUALITE SOCIALE



HOPITAL DU ROUVRAY : QUAND L'ACTION SYNDICALE DEFEND LE SERVICE PUBLIC

Par François MARTOT

L'utilité sociale d'un service public résulte essentiellement d'une échelle de valeur que la société attribue à ce service. Le besoin de sécurité découlant notamment des attentats islamistes a par exemple légitimé la mise en œuvre d'une politique de sécurité qui pour être efficace est coûteuse en emplois. D'une manière générale, dans une économie libérale, il est toutefois de bon ton de considérer les services publics uniquement comme des coûts comptables en leur attribuant une utilité sociale dévaluée.

Ce contexte a marqué les actions récentes des personnels pénitentiaires (la pression sociale pour l'enfermement des délinquants est forte, mais il ne faut pas qu'elle coûte !), des personnels des EHPAD (le droit à une fin de vie digne ne peut être contesté mais ne peut s'accomplir sans moyens en personnels qualifiés).

L'action des personnels de l'hôpital du Rouvray près de Rouen, troisième établissement psychiatrique français est à cet égard exemplaire. Lancée le 22 Mars par l'intersyndicale CGT , CFDT, CFTC, SUD, la grève illimitée qui avait pris une tournure dramatique avec la grève de la faim de 7 agents hospitaliers-qui pour certains a duré 17 jours- a débouché sur un protocole d'accord provisoire .52 postes étaient demandés par l'intersyndicale avec l'exigence qu'ils soient des créations et non des transferts au détriment d'autres établissements ; La grève a été dure et longue en raison de l'absence de dialogue entre la direction de l'hôpital , l'agence régionale de santé et les grévistes. La pression exercée par les grèves de la faim a conduit la préfète de Seine Maritime à valider l'ouverture de négociations.

Le protocole d'accord provisoire comporte deux avancées significatives :

- 30 créations de postes sur deux ans , non pris sur les enveloppes des autres établissements hospitaliers relevant de l'Agence Régionale de Santé
- La création de deux unités spécifiques dédiées d'une part aux soins aux adolescents et d'autre part aux soins aux détenus, deux parents pauvres dans une psychiatrie française , elle-même sous dotée.

Tout n'est pas réglé et nul doute que la mise en oeuvre du protocole nécessitera une grande vigilance ,mais un tel résultat dans un secteur dévalorisé montre que l'action syndicale peut mettre à mal les logiques comptables et permettre une meilleure satisfaction des besoins. La création des services dédiés aux adolescents et aux détenus était une revendication ancienne : le nombre de détenus souffrant de troubles psychiatriques est très élevé et leur présence sans soins adaptés dans les prisons complique le travail des agents pénitentiaires et constitue un déni de droit, quant aux adolescents, jusqu'ici entassés dans des chambres communes et mélangés avec les adultes, la création d'une unité dédiée doit améliorer les modalités de prise en charge. Il reste à définir le nombre de créations de postes permettant de faire fonctionner ces deux services créés.

Dans cette partie du secteur public à l'utilité sociale sous évaluée, les résultats obtenus au Rouvray vont certainement susciter des mobilisations dans d'autres établissements hospitaliers psychiatriques, déjà des actions démarrent au Havre dans le même département.

COUP DE GUEULE

La sécu, le déremboursement et nos vieux

Par Eliane PANCALLI

Le gouvernement, dans sa suite logique, annonce fièrement par la voix de ses fans journalistiques, que ça y est, nous sommes sauvés : pour la 1^{ère} fois le budget de la sécurité sociale est quasiment en équilibre.

Youpi ! Le déficit global de la Sécurité sociale devrait se réduire "fortement" en 2018, à moins de 300 millions d'euros au lieu des 2,2 milliards inscrits en Loi de finance, grâce à une croissance "meilleure que prévu", selon un rapport publié mardi 5 juin. Merveilleux !

Mais que cachent en réalité ces résultats ? Je ne parlerai que d'un sujet : Le sort des maisons de retraite et le déremboursement des médicaments qui se poursuit allant jusqu'à toucher les malades atteints de la maladie d'Alzheimer.

Et là je suis en colère ! De nouveau le gouvernement creuse le fossé des inégalités sociales.

On connaît l'état de nos EHPAD. La grosse grève de leurs personnels nous l'a rappelé il y a quelque temps. Et, tous les jours, on lit des appels au secours d'infirmiers ou d'aides-soignants qui ragent de ne pouvoir y procéder à des soins corrects, allant jusqu'à s'auto-accuser de maltraitance. Ceux qui n'ont pas la chance de pouvoir payer des établissements privés huppés seront-ils condamnés finir leur vie dans des EPHAD surpeuplés, mal entretenus et en manque de personnel ?

Voilà maintenant qu'on va leur interdire la prise des médicaments pour la maladie d'Alzheimer. Loin de moi l'idée d'entrer dans un débat médical où les médecins généralistes (contre la prise de médicaments) s'opposent aux gériatres et gérontologues (pour) ! Mais je ne peux que constater que les associations de familles de malades, qui, elles, vivent cette souffrance au quotidien, n'opposent pas le traitement médicamenteux aux soins cognitifs.

Alors je me dis que peut-être bien que sous couvert de décision médicale, on impose à nouveau un déremboursement aux assurés ! Et à qui s'en prend-on cette fois ? A nos vieux !

Quelle hypocrisie : d'un côté, on répète que le vieillissement de la population doit nous faire penser à la mise en place de besoins spécifiques. Et de l'autre on refuse les moyens à nos anciens de vivre leur fin de vie dans la dignité. J'ai une grand-mère de 90 ans, sans fortune. Dois-je, en plus de culpabiliser de ne pouvoir m'en occuper seule, la regarder errer au mieux dans les couloirs d'un établissement, dans lequel le personnel impuissant et désespéré tente sans vrai succès de l'aider ? Et cela tandis que le gouvernement organise la maltraitance assistée.

Je veux cotiser pour MA sécu et avoir accès aux soins, à des médicaments remboursés et je ne veux pas que les EHPAD se transforment en mouiroir pour nos grand-mères !

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication

de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS